

Europe : terre d'exil et d'asile

**Qui sont les migrants ?
Quels sont leurs droits ?
Combien sont-ils ?
Alors que les guerres et
persécutions touchent de
plus en plus de populations,
l'Europe se prépare à en
accueillir un nombre record.**

Migrants, réfugiés, ou clandestins ?

Tous les réfugiés sont des migrants, mais l'inverse n'est pas vrai. Les migrants sont, par définition, l'ensemble des populations qui quittent leur pays pour un autre. Parmi eux, les demandeurs d'asile fuient guerre ou persécutions. Un demandeur d'asile ne devient – officiellement – un réfugié que si sa demande est acceptée. Dans certains cas évidents, comme le conflit syrien, le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) de l'Onu considère tout citoyen en provenance du pays comme un réfugié (à l'exception des auteurs de violences) sans besoin de prouver les persécutions. La notion de « clandestin » (ou sans-papiers) vise le plus souvent des migrants dits « économiques », qui ne peuvent demander l'asile – et ne font donc pas de démarches en ce sens – mais sont en quête d'une vie meilleure dans un pays plus riche.

Combien sont-ils ?

En 2014, 620 000 demandes d'asile ont été déposées dans l'Union européenne – loin des années « normales » à 200 ou 300 000. L'année 2015 devrait voir un million de demandeurs d'asile arriver en Europe – soit 0,2 % de la population de l'UE. Par pays, c'est l'Allemagne qui a accueilli le plus de migrants en 2014, avec 202 815 personnes (0,25 % de sa population).



Près de Berlin en Allemagne, les réfugiés font la queue devant un centre sanitaire. Photo AFP

En proportion, la Suède est loin devant : 81 325 demandes, soit 0,84 % de sa population, devant la Hongrie et l'Autriche. La France a enregistré 64 310 demandes, soit 0,1 % de sa population.

Combien obtiennent l'asile ?

Tout dépend du pays : au niveau européen, un peu moins de la moitié obtiennent le statut de réfugié ou un autre statut protecteur. Mais en 2014, la Hongrie n'a accordé l'asile qu'à 9 % des demandeurs, la France à 30,1 %, l'Allemagne à 48,9 %, l'Italie 58,6 %, et la Suède 82,7 %.

En France, à quoi ont-ils droit ?

Un « simple » migrant « clandestin » n'a droit à rien : inconnu des services administratifs, il ne peut accéder à aucune aide. Un demandeur d'asile peut se voir proposer un hébergement

en centres d'accueil (Cada). Dans le cas contraire, l'allocation temporaire d'attente (ATA) de 343,50 € par mois peut lui être versée le temps que sa demande soit étudiée. S'il réside en Cada, il peut bénéficier de l'allocation mensuelle de subsistance (AMS) qui varie (de 91 à 718 €) selon les centres, la composition familiale et les revenus du demandeur. S'il refuse une place en Cada, il ne perçoit rien. En revanche, les prestations du centre peuvent lui être facturées en fonction de ses ressources – notamment s'il travaille. Après un an de procédure, le préfet peut l'autoriser à travailler, notamment dans des métiers en tension. Il peut accéder aux soins s'il est en règle vis-à-vis de l'administration, à l'aide médicale d'État sinon. Enfin, ses enfants sont scolarisés entre six et seize ans obligatoirement.

D'où viennent-ils ?

Seuls 68 435 Syriens sont ar-

rivés en Europe en 2014, mais, début 2015, la moitié des demandeurs d'asile viennent de Syrie, premier contingent de réfugiés au monde : la guerre a entraîné l'exode de quatre millions de Syriens en quatre ans. La plupart sont partis dans les pays voisins : la Turquie en accueille deux millions, le Liban 1,1 million et la Jordanie 630 000. L'Afghanistan, l'Érythrée, le Nigeria et l'Irak représentent encore un tiers des demandeurs d'asile en Europe. En France, Russes et Syriens sont les premiers demandeurs, devant les Sri-Lankais.

Le HCR estime que, entre la Libye et l'Italie, 50 % des migrants peuvent prétendre au statut de réfugié (surtout des Érythréens et des Soudanais), les autres étant des migrants économiques. En revanche, plus à l'est, via la Grèce et la Turquie, 90 % des migrants sont des réfugiés potentiels venant de Syrie ou d'Irak.

Joël CARASSIO

ET AUSSI

SARKOZY VEUT UN STATUT SPÉCIAL POUR LES RÉFUGIÉS

L'ancien Président a proposé hier de créer un statut provisoire de « réfugié de guerre » pour certains migrants arrivant en Europe, par opposition aux réfugiés politiques et aux migrants économiques. Il souhaite que les réfugiés de guerre soient tenus de retourner dans leur pays une fois le conflit terminé.

VALLS RÉPOND SÈCHEMENT

« Le droit d'asile ne se découpe pas en tranches », a dit Manuel Valls, en critiquant la proposition de Nicolas Sarkozy. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a lui rappelé que le statut de réfugié était « un et indivisible ».

JUNCKER DIVISE

Au lendemain d'un appel vibrant du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker « à l'audace et à l'humanité » des membres de l'UE, les Européens étalent leurs divisions, malgré un plébiscite au Parlement européen. Plusieurs pays s'opposent frontalement à la politique prônée par Berlin pour accueillir les réfugiés. Après le Danemark mercredi, l'Autriche a suspendu hier ses liaisons ferroviaires avec la Hongrie. Budapest s'apprête, elle, à déployer l'armée pour fermer sa frontière avec la Serbie. Et des prisonniers ont été réquisitionnés pour achever au plus vite la construction d'une clôture de barbelés.

RENCONTRE AUJOURD'HUI

Une rencontre aura lieu à Prague aujourd'hui entre les chefs de la diplomatie de la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie et leurs homologues allemand et luxembourgeois.

Migrants par milliers, le casse-tête hongrois

Il a été décrit comme « le train de la honte ». Il y a une semaine, plusieurs milliers de migrants embarquaient dans des wagons à la gare Keleti de Budapest en pensant rejoindre l'Autriche. Erreur. Il stoppait à Bicske, à une quarantaine de kilomètres de la capitale, obligeant ses passagers exténués à rejoindre un camp d'enregistrement pour demandeurs d'asile. Le chemin de fer pourtant, plus que tout autre moyen de transport, offre les promesses de nouveaux horizons pour les deux mille réfugiés qui franchissent chaque jour la frontière serbo-hongroise à Roszke.

Pour traverser la Hongrie et remonter, via l'Autriche, vers l'Allemagne, « terre promise » d'une Angela Merkel portée aux nues, la plupart visent les gares. Certains ont fui la police par la route. D'autres se regroupent pour prendre des taxis. « Les chauffeurs de taxi hongrois font leur business, faisant payer 150 € aux migrants pour rejoindre Bu-



Plusieurs centaines de migrants bénéficient à la gare de Keleti de Budapest du soutien des associations. Photo Xavier Frère

dapest, pour moi, ce n'est que 10 € », assure ce Français installé à Szeged depuis vingt ans. Son constat : « Finalement, sur 160 000 personnes en transit dans ce pays, il y a eu très peu de problèmes ».

A Szeged justement, troisième ville du pays, et seule grande cité avec un maire de gauche, le quai de la gare ressemble à un camp retranché. La commune a installé en juillet un chalet en dur pour

les migrants, fait des dons. « C'est la première fois qu'on observe une telle mobilisation », se réjouit Janos Nagyil, bénévole local à Migszol, association qui vient en aide aux réfugiés dans tout le pays, « parce que la culture de l'aide humanitaire n'existe pas en Hongrie ».

« Crise permanente »

Le président conservateur Viktor Orban et le parti ultra-

nationaliste Jobbik - tous deux se présentant en remparts de la civilisation européenne et de la religion chrétienne face à l'« invasion des migrants musulmans » – représentent pourtant aujourd'hui deux tiers de l'électorat hongrois. Le message des panneaux gouvernementaux se veut dissuasif : « Si vous venez en Hongrie, vous devez respecter notre culture ! ». L'Histoire, selon Janos, explique en grande partie cette « peur » de l'étranger. « Dans le système communiste, jusqu'à l'âge de 18 ans, je n'ai pas rencontré quelqu'un qui parlait une langue étrangère... Cette crise va-t-elle agir comme une prise de conscience pour une ouverture aux autres ? Je l'espère ! » Les « étrangers », plusieurs centaines de Syriens, Irakiens ou Afghans ont investi en plus grand nombre encore la gare de Keleti, à Budapest. Dans ce souterrain bétonné, le froid s'installe aussi la nuit. Entre les montagnes de dons de vêtements et d'ali-

mentation, un autre point attira le monde, même à minuit : le rechargement de batterie de téléphone (et wi-fi gratuit). A quelques mètres de là, Musa Ibrahim, pharmacien palestinien, bénévole de l'Organisation musulmane de Hongrie, lui, s'emporte : « La politique est un désastre partout en Europe. Des nations modernes qui se comportent comme au Moyen-Age, avec, nous musulmans... »

Dans la Hongrie post-communiste, et « au capitalisme digéré » selon la description des philosophes magyars, la question des réfugiés est devenue un « marqueur » politique. « De toute façon, on vit dans une crise permanente ici », résume Agoston Faber, chercheur hongrois francophile à Budapest, et la situation ne risque pas de s'arranger avec la crise des « réfugiés », « un terme que le gouvernement refuse même d'utiliser ».

De notre envoyé spécial en Hongrie, Xavier FRÈRE